



# L'efficacité des opérations des PON FSE et IEJ : analyses, 1<sup>ers</sup> résultats et éléments de méthode

Mars 2017

## Suivi et analyse des résultats MS.1 – Unité d'œuvre 7

### Ministère du Travail, de l'Emploi, de la Formation Professionnelle et du Dialogue Social

*Délégation Générale à l'Emploi et à la Formation Professionnelle  
Sous-direction du Fonds social européen (SD-FSE)*



Cette mission est cofinancée par le Fonds social européen dans le cadre du Programme opérationnel national « Emploi et inclusion » 2014-2020





# Sommaire

<b>1. Introduction</b>	<b>4</b>
<b>2. Analyse transversale des coûts unitaires des deux POn</b>	<b>5</b>
2.1 Un coût unitaire moyen à l'entrée, qui varie de 1 100€ à 1 200€ par participant	5
2.2 Des écarts significatifs à l'entrée entre Objectifs Spécifiques	6
2.3 Mais surtout, des coûts unitaires supérieurs aux coûts de référence initialement pris en compte	7
<b>3. Analyse détaillée par OS et type de porteurs</b>	<b>8</b>
L'accompagnement des DE et inactifs : en moyenne 500€ par participant (OS 8.1.1)	8
Pas de ratios sur la formation des conseillers des Missions Locales (OS 8.7.2)	9
850€ par création d'entreprise mais des écarts significatifs entre acteurs (OS 8.3.1)	9
Décrochage scolaire : 1300€ par personne, le double du coût attendu (OS 10.1.1)	10
1400€ à 1600€ par salarié formé (OS 8.5.3)	11
La formation des salariés licenciés économiques encore peu mobilisée (OS 8.5.4)	12
Insertion professionnelle et lutte contre l'exclusion : 200 000 participants et un coût moyen de 1 300 € par personne mais qui masque une diversité de situations (OS 9.1.1)	12
L'intégration durable d'un jeune en difficulté sur le marché du travail : 1 000€ en moyenne mais des variations fortes entre opérateurs (OS 8.2- IEJ)	16
<b>4. Annexes</b>	<b>19</b>
4.1 Précisions méthodologiques	19
4.2 Tableaux de synthèse des coûts unitaires d'entrée par Objectif spécifique	21
4.3 Tableaux de synthèse des coûts unitaires d'entrée par objectif spécifique et grands types de bénéficiaires	22

## Table des illustrations

Figure 1 - Volume de dossiers, montants financiers, et participants entrés et coûts unitaires moyens d'entrée à l'échelle des 2 POn	5
Figure 2- Graphique des coûts unitaires moyens à l'entrée par objectif spécifique (en coûts CSF et programmés)	6
Figure 3 – Tableau de comparaison des CU d'entrée calculé avec les coûts unitaires de références mobilisés lors de la rédaction du POn	7
Figure 4 - Volume d'opérations, montants financiers, participants entrés et coûts unitaires moyens d'entrée par type d'opérateurs pour l'OS 1 de la PI 8.1	8
Figure 5 - Volume d'opérations, montants financiers, participants entrés, et coûts unitaires moyens d'entrée par type d'opérateurs pour l'OS 8.3.1	9
Figure 6 - Volume d'opérations, montants financiers, participants entrés et sortis et coûts unitaires moyens d'entrée par type d'opérateurs pour l'OS 10.1.1	10
Figure 7 - Volume d'opérations, montants financiers, participants entrés et sortis, et coûts unitaires moyens d'entrée par type d'opérateurs pour l'OS 8.5.3	11
Figure 8 - Encart sur les coûts unitaires (en montants programmés) de l'OS 8.5.4 « Former les salariés licenciés économiques »	12
Figure 9 - Coûts unitaires moyens d'entrée par type d'opérateurs pour l'OS 9.1.1	13
Figure 10 - CU moyen d'entrée (en montant CSF) par région des opérations portées par les départements	15
Figure 11 - CU moyen d'entrée (en montant CSF) par région des opérations portées par les PLIE	15
Figure 12 - CU moyen d'entrée (en montant CSF) par région des opérations portées par une Structure d'Insertion par l'Activité Économique (SIAE)	15
Figure 13 - Volume d'opérations, montants financiers, et participants entrés et coûts unitaires moyens d'entrée par type d'opérateurs	17
Figure 14 – CU d'entrée des missions locales par région	18
Figure 15 – CU d'entrée des B/R SMA	18

# 1. Introduction

Après plus de 2 années de programmation (une partie de l'année 2014, l'année 2015 en totalité et les 8 premiers mois de 2016), et conformément au plan du suivi et d'évaluation des POn FSE et du POn IEJ, il était intéressant de procéder à un état des lieux des coûts moyens des opérations co-financées par le FSE et l'IEJ et de dégager les premiers ratios de coût par participant.

Les analyses présentées ci-après ne portent que sur une partie des opérations co-financées par les fonds européens au titre des POn (FSE et IEJ) à la date du 31/08/2016 mais elles recouvrent un nombre suffisant d'opérations et de participants pour dégager une première série de coûts unitaires de « référence » (voir note méthodologique en annexe pour plus de détails sur les partis pris et les modes de traitements et les calculs).

Ce travail permet ainsi de mettre en exergue des valeurs indicatives reflétant la réalité de la programmation et des réalisations au 31 août 2016.

L'analyse a reposé sur le calcul de coûts unitaires moyens par participant, en entrée et en sortie de l'action. Cette analyse est déclinée par Objectifs Spécifiques (OS), et types de bénéficiaire ou participants lorsque cela était possible.

Deux types de ratios ont été distingués :

- les coûts unitaires moyens « en entrée » dans l'action. Par convention, nous utilisons le terme de « coût-efficience », c'est-à-dire le coût de mise en œuvre de l'action à l'échelle d'un individu (dépenses déclarées payées rapportées au nombre de participants entrés dans les actions) ;
- les coûts unitaires moyens « en sortie ». Par convention, nous utilisons le terme de « coût-efficacité » des actions : dépenses justifiées rapportées aux résultats obtenus par participant (ici les participants sortis « en emploi, en formation ou qualification », etc).

En raison des limites méthodologiques précisées en annexe, l'analyse s'est principalement concentrée sur les coûts unitaires à l'entrée mais une série de premiers ratios est proposée pour le coût à la sortie de certains OS.

A ce stade, trois conclusions peuvent être formulées :

- **à une exception près, les ratios unitaires qui se dégagent de la programmation-réalisation 2014-mi 2016 sont supérieurs voire très supérieurs à ceux pris en compte pour la détermination des cibles initialement** inscrites dans les programmes. Cette conclusion devra être approfondie, mais elle pourrait alimenter la réflexion sur un éventuel ajustement des objectifs de la programmation 2014-2020.
- **les ratios peuvent masquer de fortes différences au sein d'un même Objectif spécifique** (c'est le cas par exemple sur l'insertion des personnes en difficultés pour l'OS 9.1.1 ou la formation des salariés ;
- **ce premier travail fixe un premier référentiel de chiffres et ratios clefs mais une deuxième analyse de ce type**, par exemple à l'été 2017, pourra se fonder sur un volume d'information plus important et donc permettre davantage de fiabilité ainsi qu'une analyse plus fine sur certains types d'actions ou sur certains OS peu mobilisés à ce jour. Un croisement de ces analyses quantitatives avec des données plus qualitatives (retour des acteurs de terrains, études de cas, ...) pourra par ailleurs mieux expliquer certaines hypothèses proposées à ce stade à titre indicatif.

## 2. Analyse transversale des coûts unitaires des deux POn

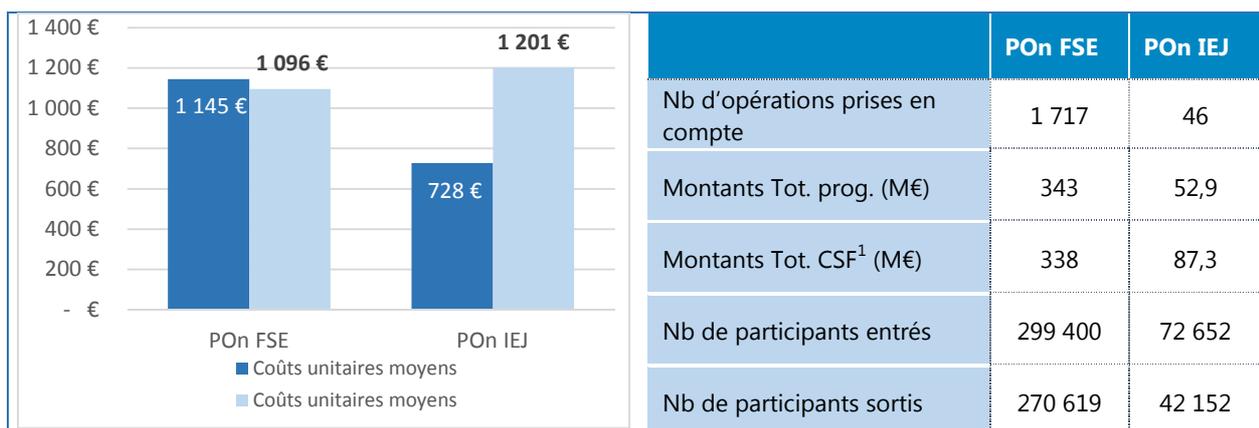
**Avertissement : la faiblesse des volumes de participants et des montants financiers et volume de dossiers sur certains OS invitent à une certaine prudence dans la comparaison des coûts entre objectifs spécifiques et entre type d'opérateurs.**

### 2.1 Un coût unitaire moyen à l'entrée, qui varie de 1 100€ à 1 200€ par participant

A l'échelle de chaque PO, les coûts unitaires moyens (CU) d'entrée par participant s'élèvent à :

- 1 100€ pour le POn FSE (en montant total des dépenses déclarées dans le cadre du bilan déposé) ;
- 1 200€ pour le POn IEJ.

Figure 1 - Volume de dossiers, montants financiers, participants entrés et coûts unitaires moyens d'entrée à l'échelle des 2 POn



Champs : données consolidées à l'échelle des 2 POn hors OS 8.3.2, 8.5.1, 8.5.2, 8.5.5, 8.6.1 et 9.1.3

Si pour le POn FSE, le CU moyen en montants programmés est proche du CU exprimé en montant déclarés dans le cadre du bilan, sur le POn IEJ un écart important est observé entre ces deux ratios (728€ en montants programmés contre 1 200€ en montants déclarés). Il est difficile, sur la base des seules données exploitées, d'expliquer cet écart, mais il pourrait être lié à une mauvaise ou à une sous-estimation initiale des montants programmés dans les opérations.

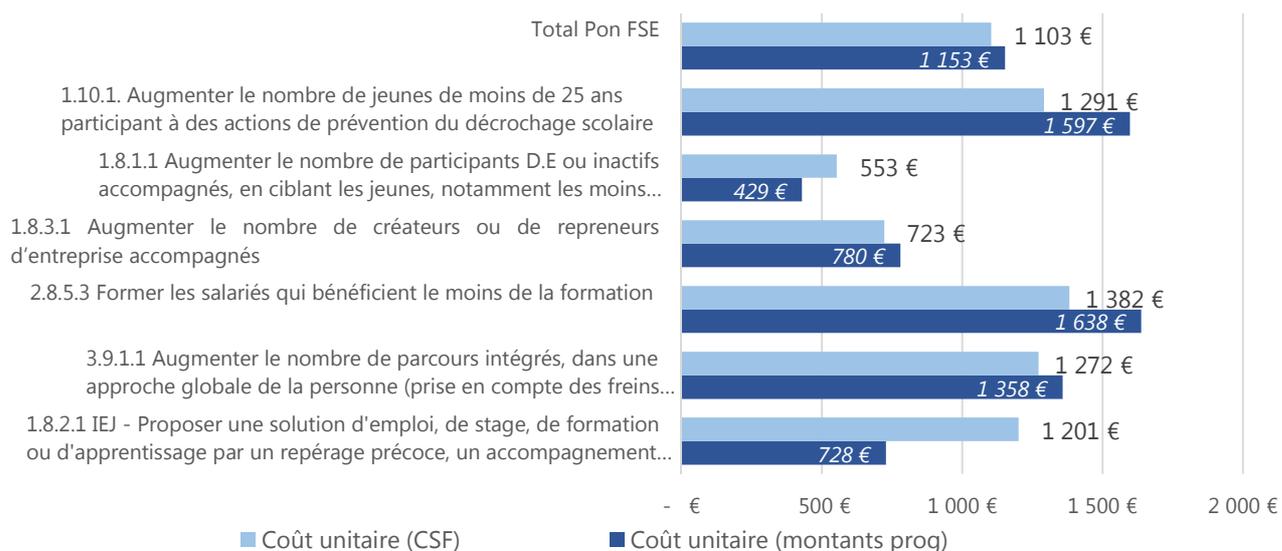
Étant donné l'hétérogénéité des types d'action, types de publics et types de bénéficiaires couverts par les 2 POn, il est préférable d'observer les coûts unitaires à l'échelle de chaque OS et grand type de porteur.

<sup>1</sup> montant total des dépenses (en cumulé) déclarées dans le cadre du bilan déposé

## 2.2 Des écarts significatifs à l'entrée entre objectifs spécifiques

Des **écarts significatifs** de **CU à l'entrée** apparaissent entre OS et reflètent notamment les types de publics accompagnés et les actions visées. Le graphique ci-après décline les coûts unitaires d'entrée en montants CSF<sup>2</sup> et montants programmés pour les principaux objectifs spécifiques du PO.

Figure 2- Graphique des coûts unitaires moyens à l'entrée par objectif spécifique (en coûts CSF<sup>3</sup> et programmés)



Source : MDFSE, calculs EDATER-AMNYOS

Trois groupes de « coûts unitaires/type d'action » se dégagent ainsi de l'analyse :

- Les OS dont les coûts unitaires d'entrée se situent entre 1 200€ et 1 600€ et qui renvoient aux actions suivantes :
  - actions d'accompagnement des publics marginalisés (BRSA, inactifs, chômeurs de longue durée) sur l'OS 3.9.1.1 (CU entre 1 280€ et 1 360€) ;
  - actions de formation des salariés sur l'OS 8.5.3 relatif à la formation des actifs occupés (CU entre 1 400€ et 1 640€).
  - actions de lutte contre le décrochage scolaire (OS 1.10.1) (CU entre 1 300€ et 1 600€)
- Les actions d'accompagnement ou de formation des demandeurs d'emploi (OS 1.8.1.1 et 1.8.7.1 dont les CU sont compris entre 430€ et 550€) ;
- Les actions d'appui à la création d'entreprise qui présentent un coût unitaire compris entre 720€ et 780€.

Pour l'IEJ si l'on exclut les opérations portées par le SMA, le coût unitaire moyen d'entrée s'élève à 460€, un niveau proche des coûts unitaires moyens observés sur l'OS 1 de la PI 8.1.

<sup>2</sup> montant total des dépenses (en cumulé) déclarées dans le cadre du bilan déposé

<sup>3</sup> montant total des dépenses (en cumulé) déclarées dans le cadre du bilan déposé

## 2.3 Mais surtout, des coûts unitaires supérieurs aux coûts de référence initialement pris en compte

A l'exception de l'OS 8.5.3 (relatif à la formation des salariés), les coûts unitaires d'entrée se révèlent sensiblement supérieurs aux coûts unitaires de référence mobilisés lors de la rédaction du PO pour définir les cibles à atteindre à 2018 et 2023. Cet écart est particulièrement élevé pour les actions de lutte contre le décrochage scolaire. Le tableau ci-après met en perspective les valeurs de références avec les coûts unitaires définis dans le cadre de la présente note.

Figure 3 – Tableau de comparaison des CU d'entrée calculés avec les coûts unitaires de références mobilisés lors de la rédaction du POn

PI	OS	Coûts unitaires en montant CSF <sup>4</sup>	CU de références mobilisé lors de la rédaction du PO <sup>5</sup>	Ecart entre les CU calculés et les CU de référence
1.10.1	1.10.1.	1 291 €	680 €	+90%
1.8.1	1.8.1.1	553 €	322 €	+72%
1.8.3	1.8.3.1	723 €	536 €	+ 35%
1.8.5	2.8.5.3	1 382 €	2 016 €	-31%
3.9.1	3.9.1.1	1 272 €	960 €	+ 32%

Ces écarts confortent les constats déjà dressés dans le cadre d'autres travaux concernant le caractère ambitieux voire très élevé des cibles définies dans le programme opérationnel FSE 2014-2020.

<sup>4</sup> montant total des dépenses (en cumulé) déclarées dans le cadre du bilan déposé

<sup>5</sup> Source : DGEFP, note « matériaux explicatifs du chiffrage des indicateurs et de leurs cibles » adressée à la Commission Européenne avant la validation du programme

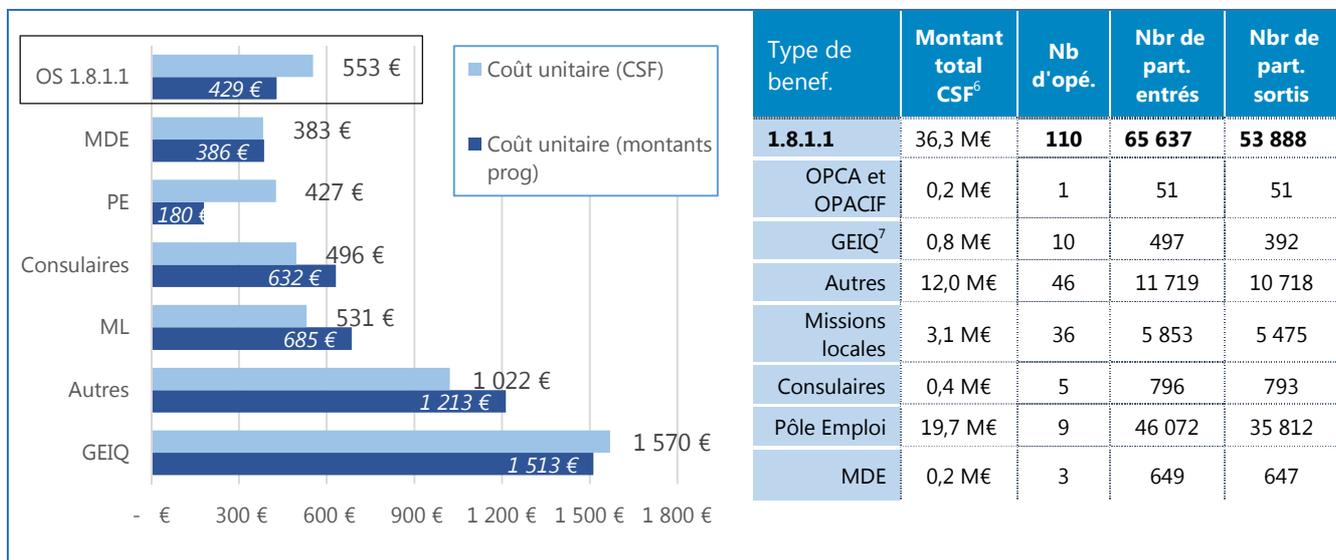
### 3. Analyse détaillée par OS et type de porteurs

**Note sur l'approche coût-efficacité** : l'analyse coût-efficacité devrait tenir compte des caractéristiques des participants à l'entrée (<25 ans ; >54 ans ; CLD ; BRSA ; Salariés >54 ans ; BNQ (CITE 0 – 2) ; Inactifs). Toutefois, étant donné l'hétérogénéité des répartitions de publics entre les actions et compte-tenu de la fréquente faiblesse des volumes de participants par type d'opérateurs, les coûts unitaires par sortie n'ont pas été pondérés au regard de la part de chaque public. L'analyse des CU en sortie tient toutefois compte de la répartition des types publics en entrée dans les OS et de la typologie des bénéficiaires.

#### L'accompagnement des DE et inactifs : en moyenne 500€ par participant (OS 8.1.1)

##### Analyse coût-efficacité (coût à l'entrée)

Figure 4 - Volume d'opérations, montants financiers, participants entrés et coûts unitaires moyens d'entrée par type d'opérateurs pour l'OS 1 de la PI 8.1



Source : MDFSE, calculs EDATER-AMNYOS

Le **coût unitaire en entrée des missions locales est près de 1,7 fois supérieur au coût unitaire de référence mobilisé au moment de la rédaction du POn** pour définir les cibles à atteindre en 2018 et 2023 sur la PI 8.1 (322 € dans le POn contre 553€ en montants déclarés à l'échelle de l'OS).

Concernant les deux principaux types de bénéficiaires sur cet OS – le réseau des Missions Locales et Pôle Emploi - un écart de coût d'environ 25% est observé (en montants CSF) [430€ pour PE contre 530€ pour les missions locales], qui pourrait s'expliquer par :

- la taille des opérations soutenues (5 000 participants en moyenne par opération pour les actions de Pôle Emploi contre 160 participants pour les actions portées par les Missions Locales) ;
- et/ou la durée moyenne d'accompagnement (144 jours pour les opérations d'accompagnement de Pôle Emploi « accompagnement intensif des jeunes » contre 158 jours d'accompagnement pour les missions locales).

L'analyse par région des coûts unitaires des missions locales révèle pour la Basse Normandie et la Bretagne des coûts sensiblement supérieurs à la moyenne du réseau des ML (respectivement + 20% et + 44%).

<sup>6</sup> montant total des dépenses (en cumulé) déclarées dans le cadre du bilan déposé

<sup>7</sup> Groupement d'Employeurs pour l'Insertion et la Qualification

Parmi les principaux porteurs relevant de la catégorie « autres », on trouve l'association Wimoov en Ile-de-France qui concentre ainsi à elle seule près de 4 000 participants, et qui affiche un coût unitaire d'entrée relativement faible (250€)<sup>8</sup>. A l'inverse, l'action portée par la Mission Emploi-Insertion Melun Val de Seine « *une relation entreprises pour des parcours renforcés vers l'emploi* » (600 participants), affiche un coût unitaire par participants de près de 2 000€.

Le coût d'une sortie en emploi s'élève à environ 1500€. Les taux de « sortie en emploi » varient de 38% des participants pour les Missions Locales (ML) à 51% pour Pôle Emploi. L'écart en termes de coût d'une sortie en emploi (1 500€ par participant pour Pôle Emploi contre 1 200€ pour les missions locales) pourrait s'expliquer par la nature des publics accompagnés : les proportions de Bas Niveau de Qualification et d'inactifs dans les participants des ML sont supérieures à celles de Pôle Emploi (respectivement 70% et 10% pour les missions locales contre 35% et 1% pour Pôle Emploi).

## Pas de ratios sur la formation des conseillers des Missions Locales (OS 8.7.2)

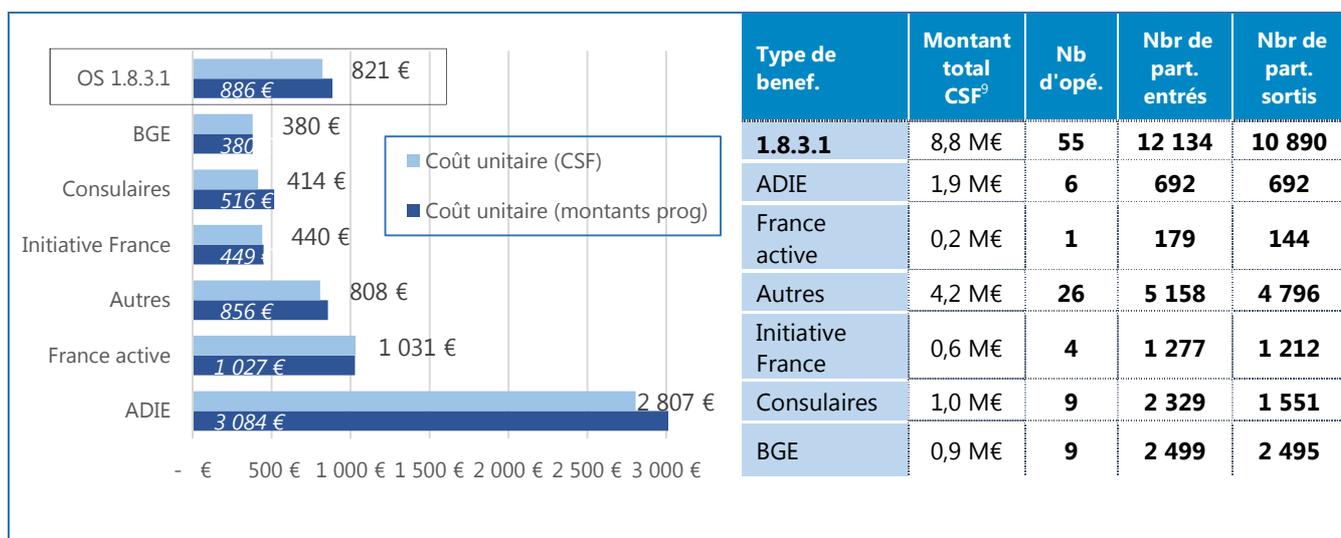
Dans la base exploitée, une seule opération de formation des conseillers des missions locales - comptant 150 participants et portée par l'Association Régionale des Missions Locales de Basse-Normandie - est couverte sous cet objectif spécifique. Le coût unitaire moyen par conseiller formé s'élève à 250€ mais la faible programmation ne permet pas à ce stade d'en déduire de ratios représentatifs.

## 850€ par création d'entreprise mais des écarts significatifs entre acteurs (OS 8.3.1)

### Analyse coût-efficacité (coût à l'entrée)

Les coûts unitaires moyens par participant en « entrée » sont compris entre 820€ (en montants programmés) et 886€ (en montants certifiés).

Figure 5 - Volume d'opérations, montants financiers, participants entrés, et coûts unitaires moyens d'entrée par type d'opérateurs pour l'OS 8.3.1



Source : MDFSE, calculs EDATER-AMNYOS

Des écarts significatifs sont observés entre les réseaux d'accompagnement :

<sup>8</sup> Cette association réalise des **Bilans de Compétences Mobilité** : d'une durée d'1h30 environ, ils visent à identifier les besoins des participants pour proposer un parcours adapté).

<sup>9</sup> montant total des dépenses (en cumulé) déclarées dans le cadre du bilan déposé

- Le réseau des BGE, des consulaires et d'initiative France affichent des coûts unitaires d'entrée inférieurs à 500€ ;
- A l'inverse l'ADIE et le réseau France Active (1 seule opération en Bourgogne) affichent des coûts unitaires d'entrée supérieur à 1000€ (3 000€ pour l'ADIE).

Ces écarts peuvent s'expliquer par le profil des participants accompagnés et le type d'action (accompagnement long et renforcé par exemple) : la part de BRSA s'élève à 53% pour les opérations portées par l'ADIE (contre 14% à l'échelle de l'OS), et la part de participants de bas niveau de qualification s'élève à 60% (contre 37% à l'échelle de l'OS).

Ce coût unitaire d'entrée est près de 60% supérieur au coût unitaire de référence mobilisé au moment de la rédaction du POn pour définir les cibles à atteindre en 2018 et 2023 sur la PI 8.3 (535 € dans le POn contre 821€ en montants CSF à l'échelle de l'OS).

## Analyse coût-efficacité (coût à la sortie)

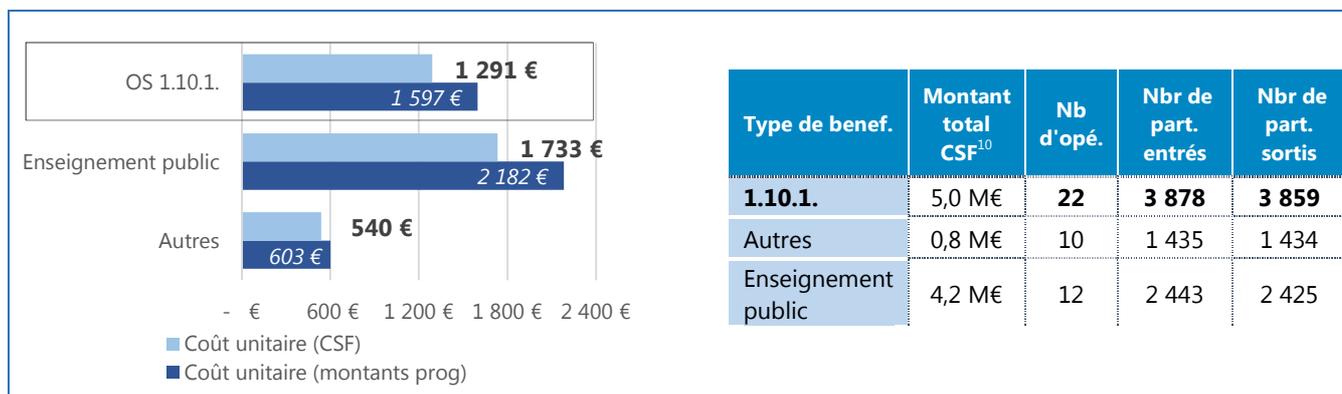
**Les coûts unitaires de sortie** en création d'entreprise varient de 1 100€ (pour le réseau des BGE) à 2 800 € pour le réseau ADIE. A noter que les BGE visent un public moins fragile que les autres acteurs (30% de participants déjà en emploi, représentation moins forte de jeunes et de seniors, etc.).

## Décrochage scolaire : 1300€ par personne, le double du coût attendu (OS 10.1.1)

### Analyse coût-efficacité (coût à l'entrée)

**Les coûts unitaires d'entrée** des participants aux opérations de lutte contre le décrochage scolaire est de 1 300€ en montant CSF, nettement supérieur au coût unitaire moyen de référence mobilisé dans le POn pour définir les cibles de décrocheurs à atteindre en 2023 (680€).

Figure 6 - Volume d'opérations, montants financiers, participants entrés et sortis et coûts unitaires moyens d'entrée par type d'opérateurs pour l'OS 10.1.1



Les écarts entre les structures d'enseignement public (GIP académiques, Collèges, lycées) et les « autres » porteurs s'expliquent principalement par le poids que représente l'association « La Sauvegarde Du Nord » (1 200 participants accompagnés) qui affiche un coût unitaire d'entrée très faible (120€ par participant) et tire la moyenne vers le bas.

<sup>10</sup> montant total des dépenses (en cumulé) déclarées dans le cadre du bilan déposé

## Analyse coûts-efficacité (coût à la sortie)

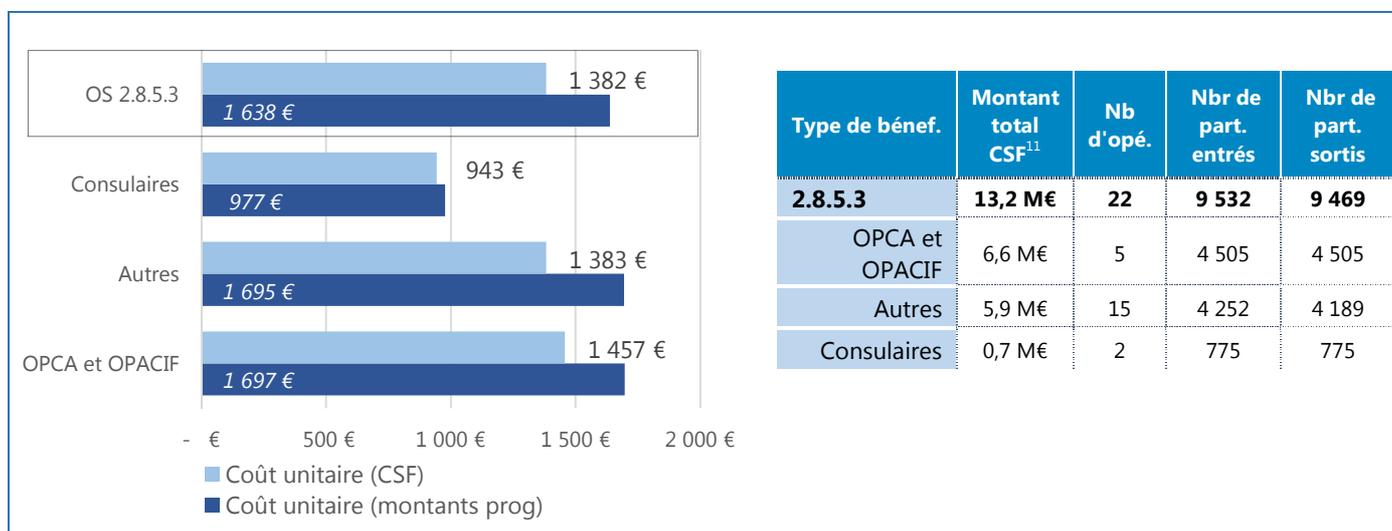
Le coût unitaire moyen d'un participant « toujours en formation » à l'issue de l'opération s'élève à 2 600€ pour les structures de l'enseignement public contre 564€ seulement pour les autres porteurs. La faiblesse des volumes d'opération et de participants sur cet OS invite à une prudence dans l'interprétation et la comparaison des données.

## 1400€ à 1600€ par salarié formé (OS 8.5.3)

### Analyse coût-efficacité (coût à l'entrée)

Les deux plus grosses opérations sont portées par AGEFOS Ile-de-France (3 500 participants) et Bretagne (1 400 participants) et affichent des coûts unitaires d'entrée identiques (1 330€).

Figure 7 - Volume d'opérations, montants financiers, participants entrés et sortis, et coûts unitaires moyens d'entrée par type d'opérateurs pour l'OS 8.5.3



Source : MDFSE, calculs EDATER-AMNYOS

Les coûts unitaires définis pour les consulaires ont été calculés sur la base de deux opérations seulement.

Parmi les opérations affichant les coûts unitaires d'entrée les plus élevés, on retrouve une opération portée par Opcalia en Rhône-Alpes (formation des salariés du textile-Habillement-Cuir), avec un CU de près de 6 000€ (pour 140 participants), 3 opérations en Ile de France (CU d'entrée compris entre 9 000€ et 15 000€ pour un volume de participants relativement faible) et 6 opérations de formation portées par des entreprises Corses (dont les CU sont compris entre 2 700€ et 6 000€). A l'inverse une opération portée par le Fonds Local Emploi Solidarité des Yvelines (1 000 participants) affiche un coût unitaire d'entrée de 700€.

### Analyse coût-efficacité (coût à la sortie)

**Le CU de sortie par participant** ayant obtenu une qualification ou achevé une formation s'élève à 1 800€ (en montant CSF) et varie entre 1 500€ (pour les OPCA) à 2 700€ pour les autres porteurs de projets. Toutefois si l'on ne prend en compte que les participants ayant obtenu une qualification, le CU de sortie s'élève à 8 400€ pour les « autres porteurs projets », contre 31 000€ pour les OPCA-OPACIF.

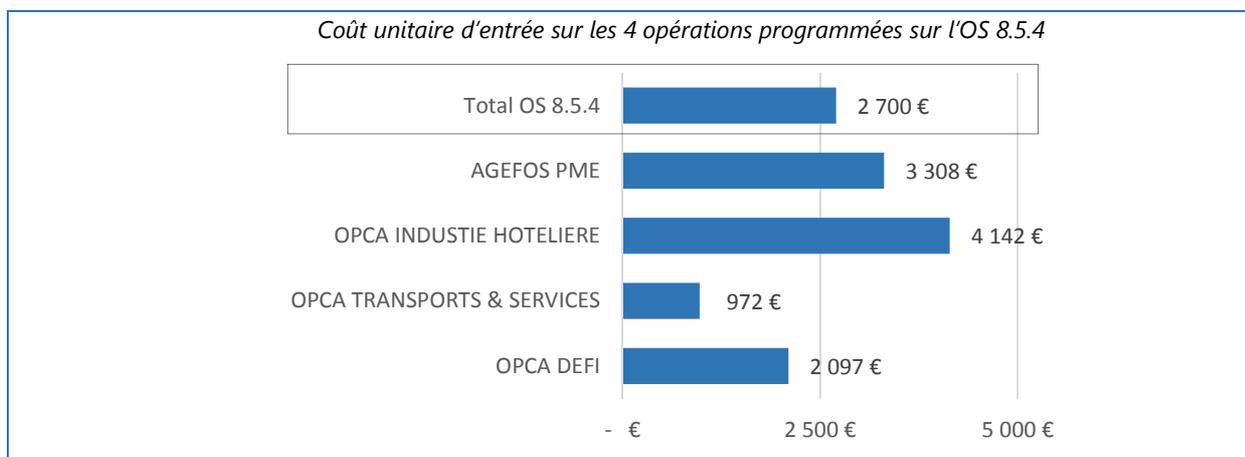
<sup>11</sup> montant total des dépenses (en cumulé) déclarées dans le cadre du bilan déposé

## La formation des salariés licenciés économiques encore peu mobilisée (OS 8.5.4)

Sur l'OS 8.5.4 Formation des salariés licenciés (volet central, contrat de sécurisation professionnelle) **aucune opération n'a fait l'objet d'une demande de CSF**. Toutefois, 4 opérations comptant plus d'un participant ont été programmées<sup>12</sup>. Ces quatre opérations représentent un montant total de 75 M€ couvrant 28 000 participants.

**Le coût unitaire d'entrée** de ces 4 opérations s'élève à 2 700€ en montant programmé, un niveau supérieur à l'OS 8.5.3. D'importants écarts sont observés entre les 4 OPCA concernés, celui des transports affichant le plus faible CU d'entrée (972€, un niveau 3 fois inférieur à la moyenne de l'OS).

Figure 8 - Encart sur les coûts unitaires (en montants programmés) de l'OS 8.5.4 « Former les salariés licenciés économiques »



Source : MDFSE, calculs EDATER-AMNYOS

A la différence des autres OS, les coûts unitaires définis ont ici été calculés sur la base **d'opérations programmées**, les CU doivent donc être interprétés avec précaution dans la mesure où les volumes de participants sont susceptibles d'évoluer.

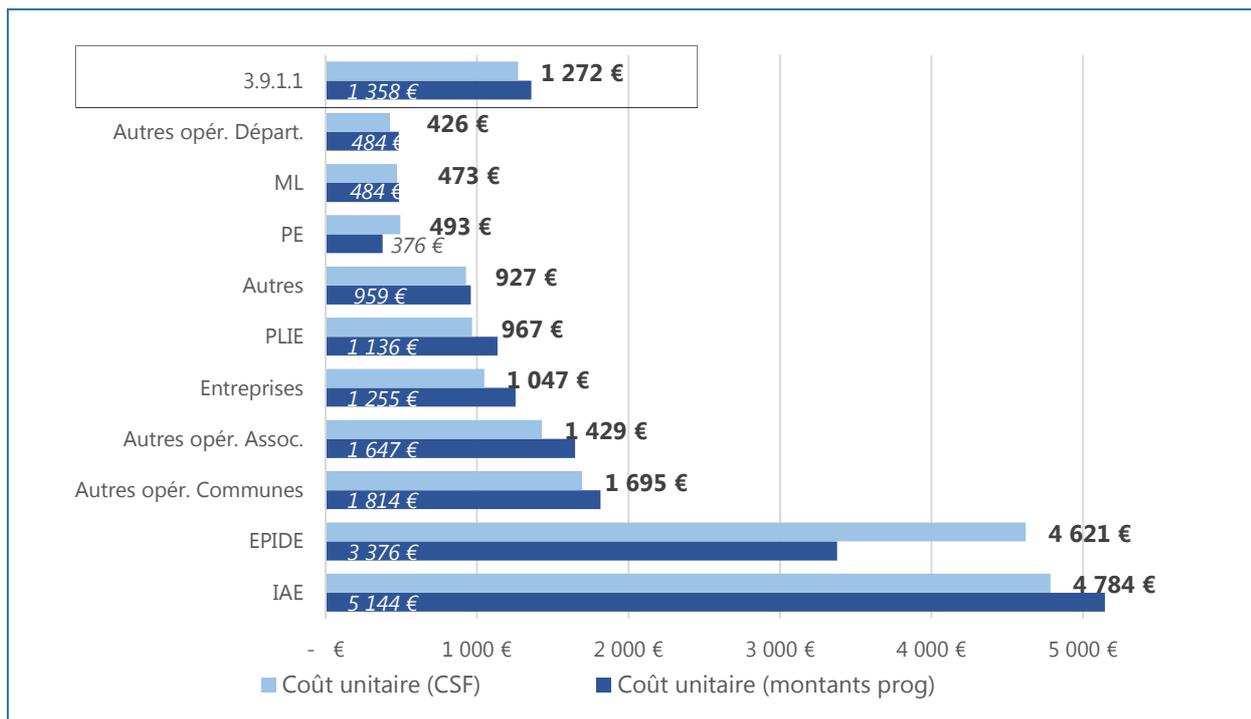
## Insertion professionnelle et lutte contre l'exclusion : 200 000 participants et un coût moyen de 1 300 € par personne mais qui masque une diversité de situations (OS 9.1.1)

### Analyse coût-efficacité (coût à l'entrée)

Cet OS représente 80% des opérations et 83% du total des montants déclarés couverts dans l'analyse, et 66% des participants entrés sur le POn FSE.

<sup>12</sup> En raison de son poids Il a été décidé d'intégrer cet OS à l'analyse bien qu'aucune des opérations n'ait fait l'objet d'une demande de CSF

Figure 9 - Coûts unitaires moyens d'entrée par type d'opérateurs pour l'OS 9.1.1



Source : MDFSE, calculs EDATER-AMNYOS

Détails :

Type de benef.	Montant total CSF <sup>13</sup>	Nb d'opé.	Nbr de part. entrés	Nbr de part. sortis
<b>3.9.1.1</b>	252,5 M€	1 408	198 501	182 031
IAE	90,1 M€	404	18 841	17 982
EPIDE	14,9 M€	1	3 214	3 214
Autres opérations communes groupements	1,1 M€	16	635	627
Autres opérations Associations	11,2 M€	75	7 854	7 459
Entreprises	1,1 M€	15	1 078	1 074
PLIE	61,5 M€	499	63 638	61 267
Consulaires	0,3 M€	7	559	558
Autres	50,2 M€	308	54 105	49 110
PE	7,8 M€	16	15 812	8 006
ML	3,1 M€	31	6 473	6 460
Autres opérations départements	11,2 M€	35	26 162	26 144
MDE	0,0 M€	1	130	130

Le CU moyen par participant en entrée s'élève ainsi à 1 350€ (en montants CSF).

Les CU sont supérieurs de plus de 30% aux coûts unitaires de référence<sup>14</sup> mobilisés pour calculer en 2013 les cibles d'inactifs à horizon 2023 (960€).

<sup>13</sup> montant total des dépenses (en cumulé) déclarées dans le cadre du bilan déposé

<sup>14</sup> moyenne pondérée des coûts unitaires des PLIE et Conseil Départementaux

**La déclinaison des CU moyens en entrée par type de bénéficiaire fait ressortir d'importants écarts entre les missions locales, Pôle Emploi et les Départements d'une part, et les structures d'IAE d'autre part :**

- Les CU moyens d'un participant accompagné par un Département, une Mission Locale (ML) ou Pôle Emploi (PE) sont très proches et se situent entre 430€ et 470€ (en montant CSF). Pour les ML et PE ces niveaux sont légèrement supérieurs à ceux des OS 1.8.1.1 1.8.2.1<sup>15</sup> ;
- Les Structures d'Insertion par l'Activité Économique (SIAE) et les Établissements Publics d'Insertion de la Défense (EPIDE, 1 seule opération comptabilisée) présentent des CU en entrée près de 4 fois supérieur au CU moyen d'un participant accompagné sur l'OS 9.1.1 (4 800€ - 5 150€).

Les PLIE (qui concentrent ici 1/4 des participants) affichent quant à eux des CU en entrée deux fois supérieur aux coûts moyens des ML et de PE (980€ – 1 180€) mais très inférieur aux coûts observés pour les SIAE.

Ces écarts pourraient s'expliquer :

- par la durée moyenne des opérations (en jours) selon le type de porteur (85 jours pour Pôle Emploi contre 163 jours pour les SIAE et 187 jours pour les PLIE);
- par les dépenses spécifiques au secteur de l'IAE (rémunérations des encadrants et des participants - aides aux postes).

Le financement d'actions de mise en situation de travail (en SIAE notamment) dans le cadre des parcours d'accompagnement peut expliquer ce CU moyen plus élevé des PLIE. En effet, le CU d'un participant sur une action de mise en situation de travail - compris entre 4 000€ et 30 000 € - tire fortement vers le haut le CU moyen de l'accompagnement d'un participant par les PLIE.

**La déclinaison régionale** (pour les principaux porteurs, Départements, PLIE et SIAE) **des CU moyens en entrée fait ressortir de fortes disparités inter-régionales (voir graphique ci-après).**

---

<sup>15</sup> A noter toutefois que les CU des missions locales tendent à être inférieurs sur cet OS à ceux des CU des OS 1.8.1.1 1.8.2.1 et à l'inverse ceux de PE légèrement supérieurs.

Figure 10 - CU moyen d'entrée (en montant CSF) par région des opérations portées par les Départements

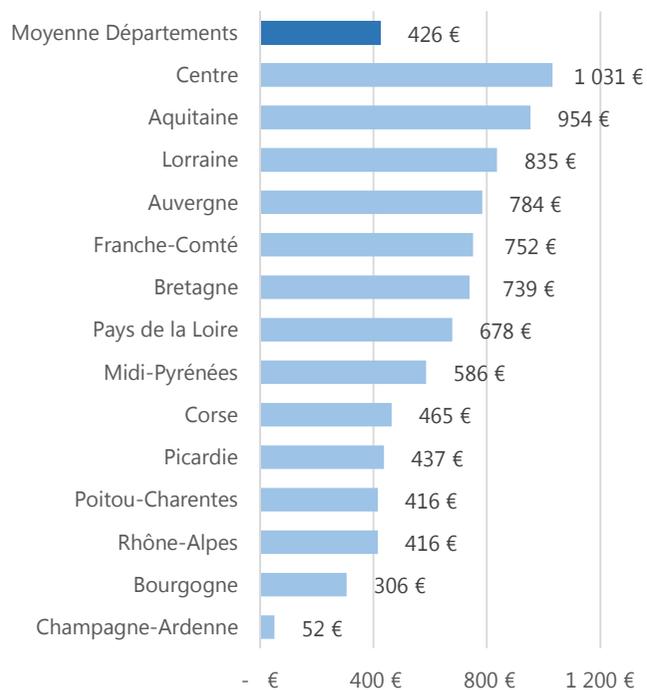


Figure 11 - CU moyen d'entrée (en montant CSF) par région des opérations portées par les PLIE

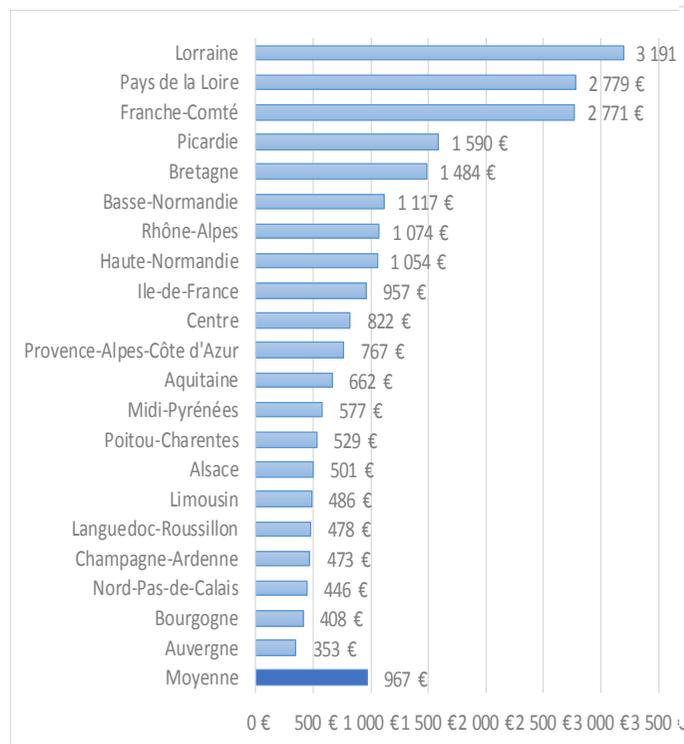
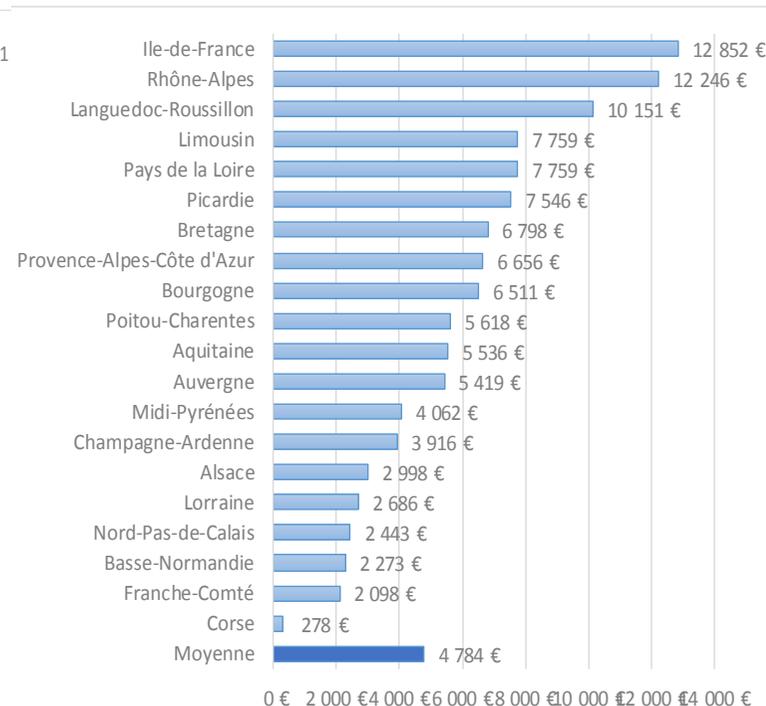


Figure 12 - CU moyen d'entrée (en montant CSF) par région des opérations portées par une Structure d'Insertion par l'Activité Économique (SIAE)



**Pour ces trois catégories de porteurs, les opérations soutenues en Bretagne - et dans une moindre mesure en Pays de la Loire - affichent des coûts unitaires à l'entrée dans l'ensemble supérieurs à la moyenne.**

**A l'inverse les opérations soutenues en Champagne-Ardenne ou en Nord-Pas-de-Calais présentent des coûts unitaires globalement plus faibles que la moyenne.**

C'est dans le Loiret que les CU les plus élevés sont observés.

C'est en Lorraine, Pays de la Loire et en Franche-Comté que le coût unitaire d'une opération portée par les PLIE est le plus élevé (aux alentours de 3 000€ contre 967 € en moyenne).

Pour les Structures d'Insertion par l'Activité Économique – au-delà de l'Île de France (une seule opération couverte qui ne compte que 27 participants) – c'est en Rhône-Alpes et Languedoc Roussillon que sont observés les coûts unitaires par participant les plus élevés, (+de 10 000€ contre 4 784 € en moyenne).

## Analyse coût-efficacité (coût à la sortie)

**Concernant l'analyse coûts-efficacité**, le coût d'une sortie en emploi s'élève en moyenne à 7 600€ sur cet OS, avec des écarts entre type de porteurs similaires aux écarts observés pour les CU en entrée.

- Pour les PLIE, le CU d'une sortie en emploi est compris entre 4 400€ et 5 400€ (l'écart entre les montants CSF et Programmés est important pour les PLIE). A noter que ce CU relativement élevé est tiré vers le haut par les opérations de mise en situation de travail (ACI et SIAE) dont le CU d'une sortie est compris entre 20 000€ et 40 000 €.
- Les Missions Locales affichent un CU en sortie en emploi près de deux fois inférieur à ceux des PLIE (et supérieur au CU de l'OS 1.8.1.1).
- Le coût d'une sortie en emploi pour les Structures d'Insertion pour l'Activité Economique est compris entre 14 300€ et 15 400€, un coût deux fois plus élevé que le coût moyen d'une sortie à l'emploi sur la 9.1.1 tout type d'opérateurs confondus.
- Le coût d'une sortie en emploi pour les EPIDE est similaire à celui des SIAE. Le profil particulier des participants accompagnés par un EPIDE peut venir expliquer ce CU relativement élevé d'une sortie en emploi. En effet on constate que 98% des participants sont des chômeurs de longue durée contre 27% en moyenne sur la PI 9.1-OS 1. En outre, tous les participants inscrits dans une opération conduite par un EPIDE ont un niveau de diplôme très bas ou pas de diplôme (CITE 0 à 2) contre 73% des participants accompagnés dans le cadre de la PI 9.1 OS1.

## L'intégration durable d'un jeune en difficulté sur le marché du travail : 1 000€ en moyenne mais des variations fortes entre opérateurs (OS 8.2- IEJ)

---

### Analyse coût-efficience (coût à l'entrée)

**Les CU moyens en entrée sur l'IEJ** se situent entre 728€ (en montant programmé) et 1 200€ (en montants déclarés lors des CSF).

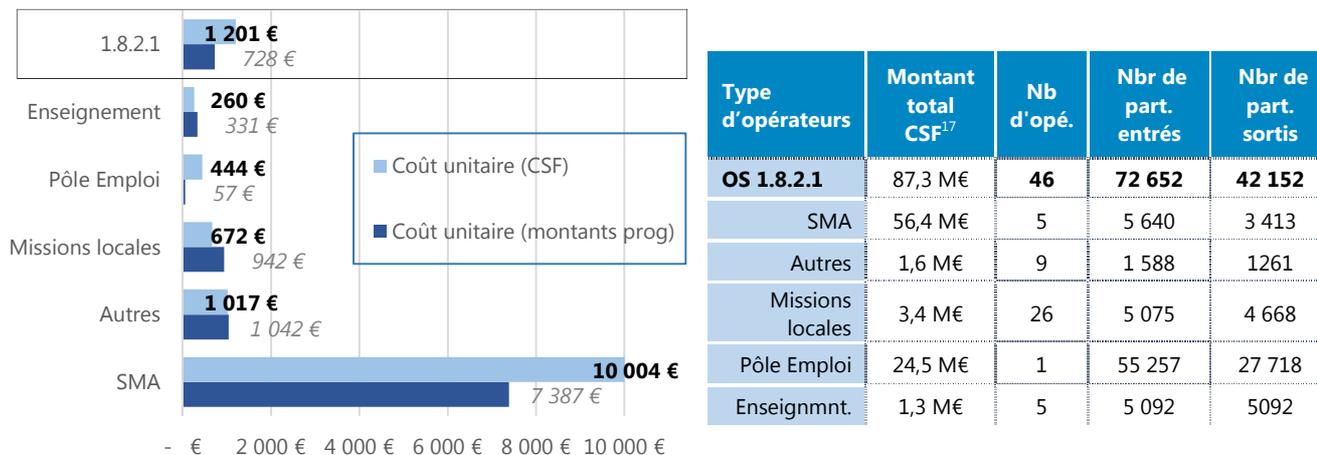
Ces valeurs varient fortement selon le type d'opérateurs (444 € pour Pôle Emploi à 10 000€<sup>16</sup> pour les opérations portées par le Service Militaire Adapté-SMA).

Si l'on exclut les opérations portées par le SMA, le coût unitaire moyen d'entrée s'élève à 460€, un niveau proche des coûts unitaires moyen observés sur l'OS 1 de la PI 8.1.

---

<sup>16</sup> Montant CSF

Figure 13 - Volume d'opérations, montants financiers, et participants entrés et coûts unitaires moyens d'entrée par type d'opérateurs



Source : MDFSE, calculs EDATER-AMNYOS

Comme pour l'OS 1 de la PI 8.1, les écarts de coûts entre les opérations portées par Pôle Emploi (444€) et celles des missions locales (672€) pourraient s'expliquer par :

- la taille des opérations soutenues (1 opération de 55 000 participants pour Pôle Emploi contre 200 participants en moyenne pour les missions locales) ;
- le profil des publics ciblés (33% de bas niveau de qualification pour les participants accompagnés par Pôle Emploi contre 55% pour les missions locales, part d'inactifs supérieure pour les missions locales).

La faiblesse des coûts unitaires moyens observés pour les structures d'enseignement (GIP, Greta) s'explique par une opération portée par le Groupement d'intérêt public - Formation continue Insertion professionnelle Nord Pas de Calais (qui compte 5 000 participants), qui affiche un coût unitaire particulièrement faible de 230€ (montants CSF).

**Les opérations portées par le SMA affichent des coûts unitaires moyens d'entrée près de 10 fois supérieur à la moyenne du POn.** Cet écart peut en partie s'expliquer par le ciblage sur des publics marginalisés (50% d'inactifs contre 12% en moyenne sur l'OS, 64% de bas niveau de qualification) et la nature de l'accompagnement du SMA (durée plus importante et objectif d'obtention d'une qualification (65% des participants au SMA achèvent une formation -dont 75% avec qualification à la clé).

Les deux graphiques ci-dessous déclinent les coûts unitaires d'entrée par région pour le réseau des missions locales et les bataillons/régiments du SMA :

- pour le réseau des missions locales, le coût unitaire d'entrée varie du simple au triple entre l'ex région Midi-Pyrénées et Nord pas de calais;
- de même concernant le SMA, la Guyane affiche des CU d'entrée nettement inférieurs à la moyenne (3 400€), tandis que l'opération portée par le SMA La Réunion (2 200 participants), affiche un CU d'entrée de plus de 13 000€ en montants CSF.

<sup>17</sup> montant total des dépenses (en cumulé) déclarées dans le cadre du bilan déposé

Figure 14 – CU d'entrée des missions locales par région

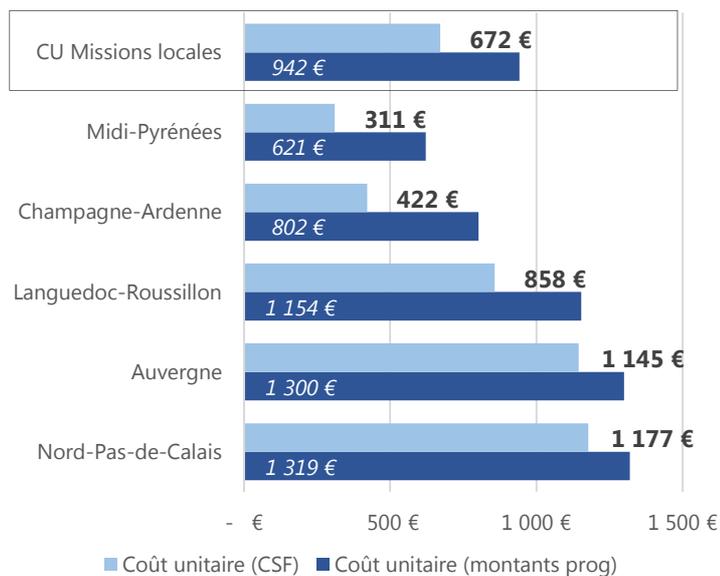
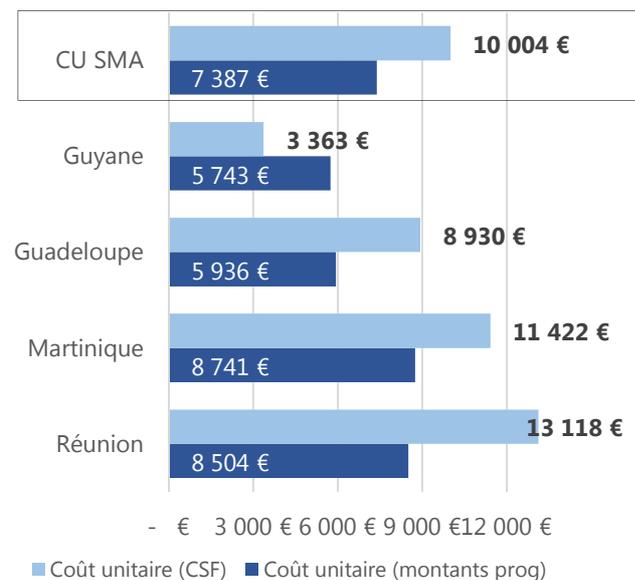


Figure 15 – CU d'entrée des B/R SMA



### Analyse coût-efficacité (coût à la sortie)

Les écarts entre les volumes de participants entrés et sortis (65% pour le SMA, 100% pour Pôle Emploi), rendent délicate, à ce stade de la programmation/réalisation, l'analyse coût-efficacité (coûts d'une sortie positive) et les comparaisons entre types d'opérateurs. Ces types d'analyses pourront être réalisés plus aisément à l'issue de la programmation/réalisation 2016.

## 4. Annexes

### 4.1 Précisions méthodologiques

#### **A - Les opérations avec demande de CSF**

Si les calculs des coûts unitaires doivent idéalement reposer sur des opérations terminées et des dépenses certifiées, la faiblesse du volume d'opérations certifiées dans les bases de données exploitées (321 dossiers certifiées sur les 5059 dossiers conventionnés et validés à la date du 31 août 2016) n'a pas permis de retenir le périmètre des dossiers certifiés pour la présente note. La définition de ratios moyens *sur la base des opérations conventionnées ou validées* a été également écartée. En effet dans la mesure où le nombre de participants en entrée (et a fortiori en sortie) n'est pas systématiquement renseigné pour les dossiers programmés (soit car le projet est en cours soit parce que le renseignement n'a pas été fait au fil de l'eau), cette approche aurait biaisé l'analyse. Des montants (provisaires) auraient été divisés par des volumes globaux de participants inférieurs à la réalité ce qui aurait conduit à surestimer fortement dans la plupart des cas les coûts unitaires moyens. On note par ailleurs qu'en l'absence d'information fournie sur le nombre prévisionnel de participants, il n'est pas possible de savoir, pour un projet en cours si le nombre de participants est proche de l'objectif initialement fixé (avec le coût associé).

On s'appuie donc pour la présente analyse, sur les dossiers pour lesquels une demande de certification des dépenses a été déposée (dépôt pour un demande de CSF-Contrôle de Service Fait). Ce statut permet de disposer d'un nombre d'opérations suffisant avec des données d'un niveau de fiabilité et de complétude élevé. Les calculs de coûts ont donc reposé sur les **opérations déposées pour un Contrôle de Service Fait**. On considère ainsi que les porteurs de projet ont, dans le cadre de la demande de CSF, mis à jour les données sur les participants de leur opération.

#### **B - Les opérations avec demande de CSF, terminées avant le 31 août 2016**

Les calculs de coûts ont donc reposé sur les **opérations déposées pour un Contrôle de Service Fait mais en ne retenant que les opérations achevées avant le 31 Aout 2016**, c'est-à-dire permettant d'ôter les opérations ayant demandé un CSF pour des bilans intermédiaires, donc dont les données sur les participants pourraient encore varier d'ici leur clôture.

#### **C - Les opérations avec demande de CSF, terminées avant le 31 août 2016, dont la nature même cible des participants**

Les premiers traitements ont mis en lumière **des coûts unitaires très élevés** pour les objectifs spécifiques du PO **ciblant les actions de soutien aux structures** (ou de types « événements »). En outre, étant donné que le contenu des informations présentes dans les bases exploitées ne permet pas toujours de distinguer strictement les opérations censées viser des participants des autres types d'opérations (et que les bases ne contiennent pas d'information sur les indicateurs entités (PME/TPE CO21, CO22, CO23)), l'analyse des coûts s'est circonscrite :

- **aux opérations comptant plus d'un participant ;**
  - **aux objectifs spécifiques ciblant directement des actions « participants »** ; les objectifs spécifiques 8.7.1, 8.3.2, 8.5.1, 8.5.2, 8.5.5, 8.6.1 et 9.1.3 ont donc été exclus de cette première analyse.
- ➔ **L'analyse porte ainsi sur 1 717 opérations financées au titre du PO FSE et 46 opérations financées au titre du PO IEJ.**

	Opérations programmées au 31/08/2016	Filtre 1 : Opérations déposées pour un CSF au 31/08/2016	Filtre 2 : ...restreintes aux opérations achevées (i.e hors opérations ayant demandé un CSF pour des bilans intermédiaires)	Filtre 3 : ... et limitées aux projets comptant plus de 1 participant et aux OS ciblant des actions « participants »
PO FSE	5 059 opérations	2 113 opérations	1 743 opérations	<b>1 717 opérations</b>
PO IEJ	400 opérations	148 opérations	46 opérations	<b>46 opérations</b>

#### **D - Les ratios de coût unitaires, à l'entrée et à la sortie de l'action**

Deux montants de coûts unitaires ont été calculés, à l'entrée et à la sortie de l'action ont été calculés et ce, pour chacun des OS et grands types de porteurs de projets :

- l'un basé sur **les montants en coût total programmé** ;
- l'autre sur **le montant total des dépenses (en cumulé) déclarées dans le cadre du bilan déposé pour CSF**.

Au total, la base d'opérations exploitée dans le cadre de cette analyse comprend donc **1 763 opérations** (1717 sur le PO FSE et 46 sur le POn IEJ), **couvrant 372 000 participants entrés** (dont 72 000 sur le POn IEJ) **et correspondant à un montant de dépenses déclarées (en coût total) dans le cadre du bilan déposé de 415 M€**.

L'analyse du coût à la sortie mérite une précision : il a consisté à définir des coûts unitaires moyens par « participants sortis », et ce pour les principaux indicateurs de résultats (type de « sortie positive ») :

- sorties en emploi (salariés) indépendamment du statut à l'entrée,
- sorties en emploi (salariés ou indépendants sans emploi à l'entrée de l'action),
- sorties avec obtention d'une qualification et/ou formation achevée,
- sorties en création d'entreprises.

Cette analyse se rapproche d'une analyse de l'efficacité de l'opération (rapport entre le résultat obtenu à la sortie pour le participant au regard des résultats recherchés). A chaque fois que cela était possible, il a été calculé par type d'opérateur, au niveau d'un OS. A ce stade il convient de rester prudent sur les conclusions : cette analyse se heurte parfois à une différence importante entre le nombre de participants entrés et le nombre de participants sortis sur certains OS et types de bénéficiaires. Ces écarts peuvent biaiser le calcul des coûts unitaires d'une sortie en emploi ou en formation pour ces bénéficiaires. Des analyses plus qualitatives ou de terrain permettraient de consolider ces premières approches.

Les analyses présentées ci-après ne portent que sur une partie des opérations co-financées par les fonds européens au titre des POn (FSE et IEJ) à la date du 31/08/2016 mais elles recouvrent un nombre suffisant d'opérations et de participants pour dégager une première série de coûts unitaires de « référence ».

Les objectifs spécifiques comptant un faible nombre de participants n'ont pas fait l'objet d'une analyse détaillée.

## 4.2 Tableaux de synthèse des coûts unitaires d'entrée par Objectif spécifique

PON / Axes	PI	OS	CU CSF	CU prog	Nb de part. entrés	Nbr part.sortis	Ecart entre volume de part. entrés et sortis	Nb d'opérations	Montants total prog.	Montants total CSF
Pon IEJ	1.8.2	1.8.2.1	1 201 €	728 €	72 652	42 152	-42%	46	52 912 338 €	87 275 162 €
		<i>DOM</i>	10 004 €	7 387 €	5 640	3 413	-39%	5	41 665 435 €	56 419 748 €
		<i>Métropole</i>	460 €	168 €	67 012	38 739	-42%	41	11 246 903 €	30 855 414 €
PON FSE (hors DOM)			1 096 €	1 145 €	299 373	270 619	-10%	1 717	342 778 453 €	328 021 591 €
Axe 1	1.10.	1.10.1.	1 291 €	1 597 €	3 878	3 859	0%	22	6 194 668 €	5 007 500 €
	1.8.1	1.8.1.1	553 €	429 €	65 637	53 901	-18%	111	28 183 260 €	36 318 372 €
	1.8.3	1.8.3.1	723 €	780 €	12 134	11 370	-6%	55	9 459 022 €	8 769 084 €
	1.8.7	1.8.7.1	816 €	872 €	955	955	0%	9	832 952 €	779 087 €
		1.8.7.2	256 €	248 €	147	147	0%	1	36 525 €	37 603 €
Axe 2	2.8.5	2.8.5.1	1 335 €	1 653 €	1 815	1 536	-15%	14	3 000 740 €	2 422 255 €
		2.8.5.3	1 382 €	1 638 €	9 532	9 469	-1%	22	15 610 039 €	13 173 757 €
Axe 3	3.9.1	3.9.1.1	1 272 €	1 358 €	198 501	182 701	-8%	1 408	269 538 979 €	252 462 485 €
		3.9.1.2	1 336 €	1 465 €	6 774	6 681	-1%	75	9 922 269 €	9 051 448 €

## 4.3 Tableaux de synthèse des coûts unitaires d'entrée par objectif spécifique et grands types de bénéficiaires

PON / Axes	PI	OS	CU CSF	CU prog	Nb de part. entrés	Nbr part.sortis	Ecart entre volume de part. entrés et sortis	Nb d'opérations	Montants total prog.	Montants total CSF
<b>Pon IEJ</b>										
1.8.2	1.8.2.1		1 201 €	728 €	72 652	42 152	-42%	46	52 912 338 €	87 275 162 €
		Autres	1 017 €	1 042 €	1588	1261	-21%	9	1 655 204,2 €	1 615 740,11 €
		Enseignement publ	260 €	331 €	5092	5092	0%	5	1 683 432,5 €	1 322 328,70 €
		ML	672 €	942 €	5075	4668	-8%	26	4 779 146,5 €	3 409 107,03 €
		PE	444 €	57 €	55257	27718	-50%	1	3 129 120,1 €	24 508 238,00 €
		SMA	10 004 €	7 387 €	5640	3413	-39%	5	41 665 435,1 €	56 419 747,88 €
<b>PON FSE (hors DOM)</b>										
Axe 1	1.8.1	1.8.1.1	553 €	429 €	65 637	53 901	-18%	110	28 183 260 €	36 318 372 €
		Autres	1 022 €	1 213 €	11 719	10 724	-8%	46	14 210 620 €	11 972 534 €
		Consulaires	496 €	632 €	796	796	0%	5	502 940 €	395 165 €
		GEIQ	1 570 €	1 513 €	497	394	-21%	10	751 806 €	780 122 €
		MDE	383 €	386 €	649	647	0%	3	250 416 €	248 660 €
		ML	531 €	685 €	5 853	5 477	-6%	36	4 011 585 €	3 108 736 €
		OPCA et OPACIF	3 079 €	3 301 €	51	51	0%	1	168 339 €	157 038 €
		PE	427 €	180 €	46 072	35 812	-22%	9	8 287 554 €	19 656 117 €
1.8.3	1.8.3.1		821 €	886 €	10 678	10 014	-6%	55	9 459 022 €	8 769 084 €
		ADIE	2 807 €	3 084 €	692	692	0%	6	2 134 113 €	1 942 106 €
		Autres	808 €	856 €	5 158	4 798	-7%	26	4 417 694 €	4 167 021 €
		BGE	380 €	380 €	2 499	2 498	0%	9	949 156 €	948 851 €
		Consulaires	414 €	516 €	2 329	2 026	-13%	9	1 201 384 €	963 992 €
		France active	1 031 €	1 027 €	179	144	-20%	1	183 874 €	184 612 €
		Initiative France	440 €	449 €	1 277	1 212	-5%	4	572 801 €	562 503 €
1.10.	1.10.1.		1 291 €	1 597 €	3 878	3 859	0%	22	6 194 668 €	5 007 500 €
		Autres	540 €	603 €	1 435	1 434	0%	10	864 937 €	774 666 €
		Enseignement public	1 733 €	2 182 €	2 443	2 425	-1%	12	5 329 731 €	4 232 834 €
1.8.7	1.8.7.1		741 €	789 €	1 102	1 102	0%	10	869 477 €	816 690 €
		Autres	1 006 €	1 039 €	553	553	0%	5	574 472 €	556 265 €
		SPE	554 €	643 €	402	402	0%	4	258 480 €	222 822 €
	1.8.7.2									
		Missions locales	256 €	248 €	147	147	0%	1	36 525 €	37 603 €

## Suivi et analyse des résultats du POn FSE 2014-2020 - AMNYOS-EDATER – Version finale

PON / Axes	PI	OS	CU CSF	CU prog	Nb de part. entrés	Nbr part.sortis	Ecarts entre volume de part. entrés et sortis	Nb d'opérations	Montants total prog.	Montants total CSF
Axe 2	2.8.5	2.8.5.1	1 335 €	1 653 €	1 815	1 536	-15%	14	3 000 740 €	2 422 255 €
	2.8.5	2.8.5.1	1 335 €	1 653 €	1 815	1 536	-15%	14	3 000 740 €	2 422 255 €
		Autres	946 €	1 186 €	540	540	0%	5	640 228 €	510 689 €
		Consulaires	1 433 €	1 641 €	1 184	905	-24%	8	1 942 591 €	1 697 022 €
		MDE	2 358 €	4 593 €	91	91	0%	1	417 921 €	214 544 €
		2.8.5.3	1 382 €	1 638 €	9 532	9 469	-1%	22	15 610 039	13 173 757
		Autres	1 383 €	1 695 €	4 252	4 189	-1%	15	7 206 368 €	5 878 616 €
		Consulaires	943 €	977 €	775	775	0%	2	756 906 €	730 899 €
		OPCA et OPACIF	1 457 €	1 697 €	4 505	4 505	0%	5	7 646 765 €	6 564 242 €
Axe 3	3.9.1	3.9.1.1	1 272 €	1 358 €	198 501	182 701	-8%	1408	269 538 979 €	252 462 485 €
		Autres	927 €	959 €	54 105	49 220	-9%	308	51 896 438 €	50 165 409 €
		Autres opérations Assoc	1 429 €	1 647 €	7 854	7 504	-4%	75	12 935 296 €	11 223 180 €
		Autres opérations comm	1 695 €	1 814 €	635	635	0%	16	1 152 118 €	1 076 316 €
		Autres opérations départ	426 €	484 €	26 162	26 151	0%	35	12 663 041 €	11 152 104 €
		Consulaires	532 €	595 €	559	559	0%	7	332 349 €	297 206 €
		Entreprise	1 047 €	1 255 €	1 078	1 076	0%	15	1 352 353 €	1 128 886 €
		EPIDE	4 621 €	3 376 €	3 214	3 214	0%	1	10 852 041 €	14 852 026 €
		IAE	4 784 €	5 144 €	18 841	18 101	-4%	404	96 923 332 €	90 139 130 €
		MDE	341 €	341 €	130	130	0%	1	44 293 €	44 293 €
		ML	473 €	484 €	6 473	6 464	0%	31	3 135 922 €	3 061 079 €
		PE	493 €	376 €	15 812	8 079	-49%	16	5 949 032 €	7 795 824 €
		PLIE	967 €	1 136 €	63 638	61 568	-3%	499	72 302 765 €	61 527 031 €
		3.9.1.2	1 336 €	1 465 €	6 774	6 681	-1%	75	9 922 269 €	9 051 448 €
		Associations	1 717 €	1 839 €	4 201	4 185	0%	51	7 727 167 €	7 212 354 €
		Autres	1 172 €	1 253 €	451	451	0%	3	564 918 €	528 455 €
		CCAS								
		Communes	323 €	1 385 €	15	15	0%	1	20 768 €	4 852 €
		Conseils départementaux	605 €	722 €	862	862	0%	3	622 050 €	521 500 €
		Intercommunalités	533 €	323 €	268	268	0%	3	86 432 €	142 831 €
		Maison de l'Empl. de l'E	729 €	1 028 €	367	367	0%	5	377 368 €	267 504 €
		Missions locales	578 €	741 €	287	287	0%	5	212 554 €	165 802 €
		Organismes PLIE	614 €	1 022 €	254	246	-3%	3	259 532 €	155 989 €
		Autres	756 €	746 €	69			1	51 480 €	52 162 €